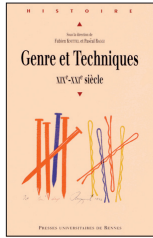
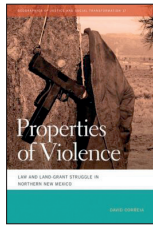


Genre et techniques: XIX^e-XXI^e siècle
Fabien KNITTEL, Pascal RAGGI (Dir.)
ÉDITIONS DES PRESSES UNIVERSITAIRES DE RENNES
270 PAGES, 30.80 FRANCS, ISBN 978-2-7535-2776-8



L'être humain est un animal qui pense avec les doigts, comme le rappellent les auteurs de cet ouvrage citant un ancien sociologue. Il n'est donc pas incongru de revisiter les liens entre les techniques et le genre. Car les objets techniques sont presque toujours renvoyés au masculin, ce qui ne tient pas vraiment.

Properties of Violence: Law and Land Grant Struggle in Northern New Mexico
David CORREIA
ÉDITIONS DE L'UNIVERSITY OF GEORGIA PRESS
240 PAGES, 35.40 FRANCS
ISBN 978-0-8203-4502-4



La violence serait-elle consubstantielle à la propriété? C'est ce que soutient l'auteur qui reprend l'histoire des conflits de propriété sur des terres de l'actuel Nouveau Mexique. Avec un improbable casting où des propriétaires ovins croisent les intérêts d'anarchistes espagnols, avec comme autres parties prenantes le KKK, des terroristes et des agents fédéraux.

L'adieu au chômage
Non, les politiques n'ont pas tout essayé
Jacques BARTHÉLÉMY (Dir.)
ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE,
COLL. REGARDS CROISÉS, 290 PAGES, 28.40 FRANCS
ISBN 978-2-7071-7644-8



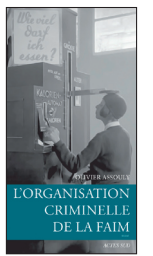
«Contre le chômage on a tout essayé», avançait un ancien premier magistrat français, pierre économiste entre autre. Les auteur-e-s de cet ouvrage se portent en faux contre cet énoncé emprunt de scepticisme et passent en revue les multiples outils disponibles pour allouer l'offre et la demande.

Teach Yourself be a Better Manager in a Week
Rus SLATER
ÉDITIONS TEACH YOURSELF, 128 PAGES, 11.80 FRANCS
ISBN 978-1-4441-8392-4



Dans notre monde en mouvement et en accélération constante qui prédispose à la recherche d'outils rapides même au détriment de tout contenu, des personnes qui pensent pertinente la formule «vite fait, bien fait» pourraient apprécier apprendre comment devenir un manager en une semaine.

L'organisation criminelle de la faim
Olivier ASSOULY
ÉDITIONS ACTES SUD, 204 PAGES, 31 FRANCS
ISBN 978-2-3300-2468-0



Cet ouvrage défend l'idée que les stratégies économiques de l'industrie agroalimentaire ont fait de la faim une arme. Aujourd'hui, il s'agirait d'attiser l'insatiabilité du consommateur pour doper la consommation, érigeant ainsi de nouveau l'alimentation en redoutable instrument de domination politique et économique.

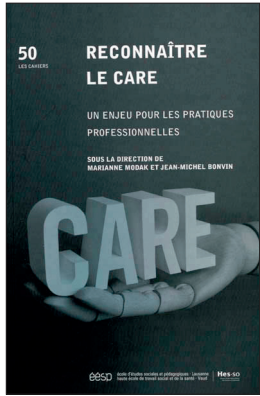
Poste stressante. Une entreprise en souffrance
Sébastien FONTENELLE
ÉDITIONS DU SEUIL, 190 PAGES, 26.40 FRANCS
ISBN 978-2-0210-9924-9



Série noire... Plus de cent salariés du groupe français La Poste se seraient donné la mort depuis 2011. L'auteur a mené une enquête pour comprendre les transformations de cette entreprise autrefois publique, aujourd'hui «laboratoire de management» exclusivement dédiée à la recherche du profit et de la rentabilité sur l'autel desquels sont sacrifiés les salariés.

L'éthique du «care» tend à s'imposer dans le débat économique et social depuis quelques années pour interroger les points aveugles de nos sociétés de concurrence.

La nécessité de valoriser des activités mal reconnues



Reconnaître le care: un enjeu pour les pratiques professionnelles
Marianne MODAK et Jean-Michel BONVIN (Dir.)
ÉDITIONS EESP, COLL. LES CAHIERS, 160 PAGES, 30 FRANCS
PRÉFACE DE CLAIRE-LISE GERBER, PASCAL HALDIMANN ET NICOLAS PERRIN
ISBN 978-2-8828-4061-5



ALAIN-MAX GUÉNETTE
IMSI, HEG Arc

La problématique du care comme on la nomme depuis sa naissance dans la société nord-américaine – depuis la fin de la décennie dernière dans le monde francophone européen –, vient sans doute compléter la problématique des droits subjectifs, à défaut de s'y substituer. Les droits subjectifs dont les individus sont titulaires, que ce soit le droit de liberté de parole, d'association... ou le droit à la tranquillité, ce dernier exemple pour signifier que ces droits peuvent être dits négatifs en ce qu'ils protègent l'individu d'un tort possible précis sans autre forme de procès.

La problématique du care rappelle alors la volonté d'aller au-delà du droit pour, précisément, prendre soin d'individus autrement laissés à eux-mêmes, avec leurs droits subjectifs certes, mais qui pourraient les laisser sur leur faim et ne pas leur servir beaucoup. Le droit n'ayant pas de prétention à s'ajuster à certaines situations singulières,

La problématique du care rappelle la volonté d'aller au-delà du droit pour prendre soin d'individus autrement laissés à eux-mêmes.

LE CARE RÉPOND de la sorte à une éthique centrée sur l'apport de la personne pourvoyeuse dudit soin. Il renvoie en français à plusieurs notions, celle de soin, mais aussi celle de sollicitude ou d'attention, par exemple, raison pour laquelle le terme en langue originale, plus riche de sens, est toujours gardé.

L'ouvrage que font paraître les chercheur-e-s de la Haute école de travail social et de la santé, résultat d'une journée de recherche sur l'économie du care, s'inscrit dans la problématique de la philosophie politique et morale libérale, avec le souci de la mise en exergue de situations concrètes chères aux sociologues, d'une part, et pour défendre d'autre part l'idée que le travail social et sanitaire mérite d'être reconnu dans nos sociétés de concurrence effrénée qui valorisent les personnes supposées n'être pas vulnérables. L'ouvrage est préfacé d'un long texte qui met en perspective les auteurs incontournables du care, notamment Carol Gilligan et Joan Tronto, dont les perspectives, les idées-clés et les thèses sont d'emblée précisées. Encadré d'une introduction de Jean-Michel Bonvin et d'une conclusion de Marianne Modak, il est formé de deux parties, une première intitulée «Défis politiques, économiques et managériaux du care» et une seconde intitulée «Le travail de care entre qualité, compétence et qualification» où les textes se répondent comme en un miroir. Dans la première partie, l'accent est d'abord porté sur la dimension politique du care par la philo-

sophie Marie Garrau, pour contrer ceux et celles appréhendant le care, non comme un véritable projet alternatif, mais tout au plus comme une rhétorique à la mode voire un vulgaire éthicisme. Politiser le care, donc. Puis l'économiste Mascha Maldörin montre pourquoi l'approche orthodoxe en économie a du mal à apprécier cette économie du care où, premièrement, production et consommation vont de pair et où, secondement, les gains de productivité dans ce secteur – aux emplois de plus en plus nombreux cependant – atteignent des niveaux plus bas que dans des activités plus habituelles aux économistes. Elle insiste sur la dimension cruciale du temps. Combien de temps aura besoin l'ado en difficulté pour revenir en pleine possession de ses moyens pour reprendre l'exemple mis en introduction à ce compte-rendu? Enfin, renvoyant en l'occurrence à la question de la qualité, Pierre Gobet enchâsse un point de vue managérial en posant la question de savoir en quoi la notion de care peut apporter aux pratiques institutionnelles.

LA SECONDE PARTIE débute par un texte de Natalie Benelli. En montrant pourquoi le travail du care, relégué à la sphère privée et aux aspects intuitifs, est déconsidéré et laissé en invisibilité souvent, elle met en relief les impressionnantes qualifications auxquelles sont attachées pourtant les activités liées au «prendre soin». David Fuehrer dans son texte insiste on ne peut mieux sur cette question en articulant qualification et compétence, à partir de sa propre expérience, de sa propre activité de travail qu'il

détaille. C'est sans doute en partie à la question de la tiercéité que renvoie le troisième texte de cette partie, celui d'Olivier Giraud et de Barbara Lucas qui abordent la médiation entre proches de malades d'Alzheimer et d'intervenante-s au domicile, et précisent les spécificités de l'économie du care marquée par le souci de la singularité.

CET OUVRAGE n'est pas un ouvrage de plus sur le sujet du care. En mettant le travail au cœur du sujet, il apporte des éclairages réellement nouveaux et des pistes de réflexion et d'action. L'introduction et la conclusion sont de véritables contributions où Jean-Michel Bonvin comme Marianne Modak mettent en cause les rapports de pouvoir, l'une en termes de rapports de sexe et de classe essentiellement, l'autre en termes d'organisation et de modes de gestion empêchant le travail de s'effectuer favorablement. Finalement, les questionnements qui égrenent l'ouvrage sont de nature à permettre à la pensée économique de s'affiner. Ils pourraient également aider à sortir, en matière de management, de la simplicité consistant à penser qu'il n'y aurait qu'une seule façon d'organiser le travail – il faut faire comme dans le privé disaient naguère des esprits simples, comme si, notamment, le privé était une notion homogène! Cet ouvrage ne laisse pas de place à la pensée unique. ■



Bonnie Campbell

Professeure à la Faculté de Science politique et de droit de l'Université du Québec (UQAM).

1968. Premier voyage en Afrique de l'Ouest.
1974. Thèse de doctorat soutenue à Sussex University.
2007. Nomination à l'International Studies Group de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies.
2011. Reconnaissance par l'UQAM du CIRDIS.
2012. Membre de la Société Royale du Canada.

L'Afrique entre gigantesques ressources et grande misère

Bonnie Campbell est directrice du Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société (CIRDIS) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et directrice du Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique (GRAMA). Saisie, lors de son premier séjour en Afrique de l'Ouest, par l'énorme richesse du continent et pourtant la grande misère qui y règne, elle ne cesse d'interroger depuis les dispositifs inspirés par la Banque mondiale, censés être efficaces en termes de développement. Elle travaille avec son équipe à une meilleure compréhension des questions de gouvernance.

Vous vous présentez comme économiste hétérodoxe: pouvez-vous nous en dire plus?

La démarche du groupe de recherche que j'anime s'inspire d'une part des propositions de Susan Strange propres au domaine de l'économie politique internationale (EPI) hétérodoxe – notamment celle concernant la notion de «pouvoir structurel» qui est au cœur de notre ouvrage de 2012: «Pouvoir et régulation dans le secteur minier»¹ –, et d'autre part de l'analyse développée par David Szablowski sur la régulation des conflits minières à travers des processus légaux locaux, nationaux et transnationaux. Cette dernière analyse permet d'ancrer les outils analytiques partant d'une perspective internationale de l'EPI en les actualisant dans une dynamique proprement locale, régionale ou nationale. Dans les deux cas, le rôle, les interactions et les rapports de pouvoir qui s'instituent entre les acteurs concernés, sont au centre de l'analyse. L'approche mise en avant nous permet de comprendre les régimes minières canadiens, québécois, de pays d'Afrique ou d'ailleurs, comme les composantes clés d'une structure de pouvoir plus large qui conditionne notamment les rapports entre les acteurs, influençant ainsi la nature des nouveaux espaces de régulation créés et les résultats qui en découlent.

Que défendez-vous dès votre ouvrage de 2010?

Dans «Ressources minières en Afrique: Quelle réglementation pour le développement?»², nous explorons le paradoxe suivant: le continent africain est extrêmement riche en minerais indispensables aux économies occidentales et pourtant, l'industrie minière contribue très peu au développement économique et social de l'Afrique. Nous prenons alors comme cadre de départ les recommandations de la Revue des industries extractives (Extractive Industries Review) du Groupe de la Banque mondiale, rendues publiques en 2003, et nous explorons dans quelle mesure les recommandations de cette étude, demandée par la Banque mondiale, ont eu des retombées sur les problèmes auxquels font face un certain nombre de pays africains. Les analyses soulignent toute l'importance qu'il y a à examiner de très près l'agenda particulier de développement et le programme de

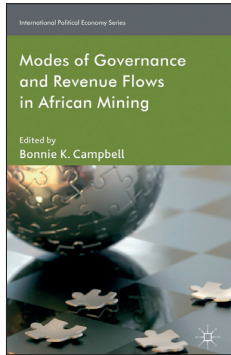
gouvernance qui ont informé les réformes des cadres réglementaires et législatifs introduits dans les pays africains au cours des années 1980 et 1990 sur recommandation des institutions de Bretton Woods. Le propos de notre ouvrage est de faire ressortir la nécessité de réviser les réglementations minières afin d'assurer qu'elles favorisent la création d'une industrie qui contribue effectivement au développement social et économique et à la protection de l'environnement sur le continent.

Quelle thèse est défendue dans votre tout récent ouvrage?

Dans «Modes of Governance and Revenue Flows in African Mining», avec les apports de collègues qui abordent les expériences du Mali, du Ghana et de la RDC dans le secteur artisanal aussi bien qu'industriel, nous cherchons à illustrer que les approches qui ont dominé par le passé concernant la manière de saisir, de mesurer et de tracer les flux qui résultent des activités minières, laissent beaucoup à désirer si l'on se place du point vue du développement économique et social des pays concernés. Elles reflètent surtout les perspectives «investment-led» qui ont présidé aux réformes des cadres réglementaires introduites dans le secteur. Il en ressort que ces approches s'avèrent assez limitées pour permettre de saisir ce qui est effectivement produit et retenu par le pays hôte. Ce constat explique par exemple qu'un des chapitres qui porte sur le Ghana examine des procédures alternatives permettant de tracer les flux miniers et de mesurer les impacts des industries extractives telles que l'utilisation de la notion de «net retained earnings». Cette contribution analyse aussi d'autres méthodologies telles que des approches et matrices simplifiées pour calculer les montants nets effectivement retenus par le pays. Il est suggéré que de telles approches pourraient améliorer la capacité des communautés concernées de superviser effectivement l'utilisation des revenus qui résultent de l'extraction des ressources grâce à des mécanismes qui favoriseraient plus de transparence et d'imputabilité dans les procédures et procédures de distribution. *Propos recueillis par Alain-Max Guénette, HEG Arc et Barbara Guénette-Beck, Faculté des géosciences et de l'environnement, UNIL*

(1) «Pouvoir et régulation dans le secteur minier. Leçons à partir de l'expérience canadienne». Laforce, Campbell et Sarrasin, Presses de l'Université du Québec. (2) Presses de l'Université du Québec.

Modes of Governance and Revenue Flows in African Mining
Bonnie K. Campbell
ÉDITIONS PALGRAVE MACMILLAN
COLL. INTERNATIONAL POLITICAL ECONOMY
256 PAGES, 84.20 FRANCS
ISBN 978-1-1373-4596-7



L'histoire retrouvée des associations

Les associations sont une des caractéristiques essentielles des démocraties modernes. Ce sont elles, parce qu'elles postulent dans leurs principes que tout le monde peut être à la fois acteur économique et acteur politique, qui ont rendu possible l'associationnisme, comme le rappellent justement les auteurs de cet ouvrage. Du reste, elles représentent une part importante de l'emploi dans les économies des pays industrialisés, raison sans doute de l'intérêt qu'elles suscitent aujourd'hui. L'ouvrage s'emploie à présenter une sociologie et une économie du monde des associations. Il est divisé en trois parties. La première

propose un cadre théorique pour l'étude des fonctionnements associatifs, de trois points de vue: institutionnel, économique et organisationnel. La deuxième précise les spécificités associatives d'un point de vue épistémologique. De sorte à faire ressortir les pratiques associatives, la troisième partie présente enfin des cas concrets étudiés à l'aune du cadre méthodologique proposé par les auteurs. L'ouvrage paru une première fois à la toute fin du siècle dernier, presque entièrement refondu dans cette nouvelle édition, est d'une grande richesse. Sur le strict point de vue organisationnel, il inspire une considération et une ques-

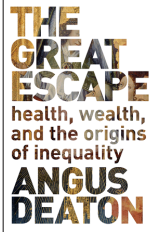
tion. Plutôt que de prétendre comme on l'a longtemps fait que le management des entreprises privées devait être imposé dans tous les autres contextes: et si le management des associations venait inspirer un management des entreprises privées qui semble manquer d'imagination? ■

L'association
Sociologie et économie
Jean-Louis LAVILLE et Renaud SAINSAULIEU
ÉDITIONS FAYARD, COLL. PLURIEL,
440 PAGES, 18.20 FRANCS
ISBN 978-2-8185-0311-9



The Great Escape: Health, Wealth and the Origins of Inequality
Angus DEATON
ÉDITIONS DE PRINCETON UNIVERSITY PRESS, 380 PAGES
32.70 FRANCS, ISBN 978-0-6911-5354-4

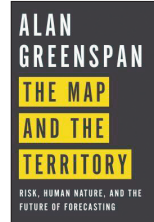
Il fait mieux vivre aujourd'hui qu'autrefois tant sur le plan de richesse que de santé ou de longévité, soutient l'auteur, un expert en développement économique qui s'attache à évaluer ce qu'il convient de faire pour que les laissés pour compte de la richesse puisse profiter eux aussi de ces avantages. Il égratigne au passage les politiques classiques de l'aide internationale pour leur inefficacité.



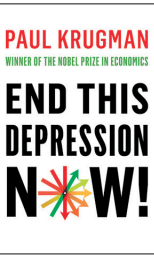
The Map and the Territory: Risk, Human Nature and the Future of Forecasting
Alan GREENSPAN
ÉDITIONS PENGUIN PRESS, 400 PAGES, 36.30 FRANCS
ISBN 978-1-5942-0481-4

Tout recul pris, l'un des hommes qui a été l'un des acteurs les plus forts avant l'une des pires tempêtes économiques, pose la question de savoir pourquoi les modèles théoriques d'autrefois ont échoué. Son ouvrage est une tentative de mise à jour des concepts de base de la mécanique économique. Un changement de carte qu'il offre pour se repérer. Mais le territoire est autre chose.

End This Depression Now!
Paul KRUGMAN
ÉDITIONS WW NORTON & CO, 200 PAGES
16.40 FRANCS, ISBN 978-0-3933-4508-7

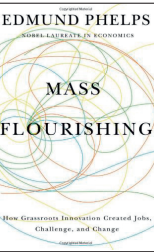


On a tendance à faire le parallèle entre la gestion d'un Etat et la gestion domestique d'un ménage. Or, cette comparaison ne tient pas, énonce simplement le Nobel d'économie. L'ouvrage est bien celui d'un keynésien qui défend l'idée que les politiques économiques d'austérité ne peuvent qu'aggraver la situation économique et risquer d'entraîner une véritable dépression.



Mass Flourishing: How Grassroots Innovation Created Jobs, Challenge, and Change
Edmund S. PHELPS
ÉDITIONS DE PRINCETON UNIVERSITY PRESS, 390 PAGES
32.90 FRANCS, ISBN 978-0-6911-5898-3

Nobel d'économie lui aussi, l'auteur examine comment la prospérité économique s'est déployée dans certains pays entre 1820 et 1960. Pour lui, ce sont des valeurs modernes comme le désir de créer, de découvrir et de relever les défis qui ont constitué les sources de cette prospérité. Or, elles ont été rattrapées par des valeurs traditionnelles, notamment le corporatisme. Comment relancer les valeurs modernes?



Librairie conseil: Payot Neuchâtel

Morningstar Overall Ratings™
★★★★★
catégorie: Europe Large-Cap Blend Equity (31.12.12)

PIGUET FUND
ACTIONS PAN-EUROPE (EUR)
+18,61 % Performance 2012
+24 % Surperformance cumulée sur 5 ans par rapport au MSCI Europe

PIGUET GALLAND & CIE SA
BANQUIERS DEPUIS 1856
piguetcgalland.ch

PIGUET FUND est un fonds omnibus contractuel de droit suisse de la catégorie «Autres fonds en placements traditionnels» au sens de la LPFC. Le promoteur et gérant du fonds est Piguët Galland & Cie SA, rue de la Plaine 14, CH-1400 Yverdon les Bains. Le contrat de fonds du Piguët Fund a été approuvé par la FINMA pour la première fois le 26 août 2009. Les documents du fonds tels que prospectus et contrat de fonds, prospectus simplifié, rapports annuels et semestriels sont disponibles et peuvent être obtenus gratuitement sur simple demande auprès du promoteur. Cette publicité ne constitue pas un conseil en investissement. La performance passée ne constitue pas une garantie de la performance future. -